
Préface

Les pays européens font face à une réalité historique. Le projet de construction européenne n'a jamais été autant menacé. Nous avons laissé les populismes profiter des lenteurs et des lourdeurs des institutions européennes. Nous les avons laissés bafouer, sur nos propres territoires, les valeurs démocratiques qui ont fait l'Europe.

À cette faiblesse politique, s'ajoute une faiblesse économique. Face aux États-Unis et à la Chine, nous n'arrivons pas à prendre les devants des innovations. Quand nous y arrivons, nous laissons nos technologies de pointe se faire piller par ces puissances étrangères.

Pourtant, nous sommes la deuxième zone économique la plus riche du monde. Nous avons des avancées technologiques considérables, des chercheurs exceptionnels, une culture qui fait notre force. Nous avons des siècles d'histoire derrière nous, des savoir-faire locaux qui font la richesse de nos industries.

Les pays européens, la France et l'Allemagne en tête, doivent prendre leur responsabilité face à cette situation. L'enjeu est majeur. Nous construisons aujourd'hui la souveraineté européenne de demain.

Soit nous choisissons de bâtir cette souveraineté en construisant un véritable continent économique européen, en finançant ensemble l'innovation de rupture, en protégeant ensemble notre commerce extérieur. Soit nous y renonçons. Nous laissons l'Europe tomber aux mains des partisans de la fermeture et de l'obscurantisme, nous nous soumettons aux technologies étrangères et faisons le choix de la dépendance.

Nous avons fait le choix de la souveraineté. Mais ce choix n'aura de sens que s'il est pleinement partagé avec l'Allemagne. Seul un couple franco-allemand fort et uni peut nous permettre de bâtir cette souveraineté européenne pour les années à venir.

Cette souveraineté européenne que nous construisons est avant tout économique. Elle a pour cœur le renforcement de la zone euro.

L'euro est le plus bel accomplissement politique des vingt dernières années en Europe. Il a facilité les échanges économiques. Il a simplifié la vie quotidienne des entrepreneurs et des citoyens. Il a résisté à la crise financière de 2008 et ensuite à la crise de la zone euro. Il s'est renforcé à la suite de ces crises : avec des nouvelles règles budgétaires, avec un suivi économique plus fort, et avec les règles de consolidation du système financier.

Pourtant, malgré ces avancées, la zone euro demeure fragile. Demain, en cas de crise financière ou bancaire majeure, la zone euro serait-elle en mesure d'y faire face ? Je ne pense pas.

Notre union économique et monétaire est encore trop faible face aux risques de déstabilisation financière, trop vulnérable face aux chocs économiques, trop exposée aux divergences de compétitivité entre les États membres. Nous ne pouvons plus nous contenter d'avoir une monnaie mais 19 politiques économiques, fiscales et budgétaires.

En juin dernier, nous avons franchi un pas historique grâce l'accord de Meseberg. Nous nous sommes accordés, France et Allemagne, pour porter ensemble le projet de convergence fiscale sur l'impôt sur les sociétés. Cela faisait dix ans que nos pays travaillaient sur ce sujet.

Nous avons avancé sur la réforme du mécanisme européen de stabilité (MES). Il aura un rôle plus important à jouer dans les programmes d'assistance financière sans faire double emploi avec le rôle de surveillance de la Commission européenne.

Nous nous sommes également accordés sur le renforcement de l'Union bancaire. Le Mécanisme européen de stabilité servira de *backstop* au Fonds de résolution unique (FRU). Ce filet de sécurité veillera à ce que le secteur bancaire soit en mesure de faire face aux chocs futurs. Si les conditions sont réunies le *backstop* pourrait être mis en place avant 2024.

Nous avons également tracé la perspective d'un système européen de garantie des dépôts pour permettre à tous les épargnants de la zone euro de bénéficier d'une protection sûre de leurs économies.

Surtout, alors que l'Allemagne l'avait toujours refusé, nous avons décidé ensemble de mettre en place un budget de la zone euro.

Pourquoi avons-nous besoin d'un budget pour les 19 États membres ? Parce que notre union monétaire ne peut être solide que si notre union économique est réelle. Ce budget aura vocation à favoriser la convergence économique dans la zone euro, en finançant des projets communs et en protégeant les pays les plus faibles en cas de chocs économiques.

En aucun cas ce budget de la zone euro ne s'oppose à la bonne maîtrise des finances publiques nationales. Les États membres appartiennent à une zone monétaire qui leur garantit la stabilité, et donc leur offre de bien meilleures

opportunités pour les échanges et les investissements. Ils doivent se montrer dignes de cette ambition commune en assainissant leurs finances publiques, en innovant, en améliorant la compétitivité de leurs entreprises.

Mais sans solidarité et sans convergence économique au niveau de la zone, une union économique et monétaire est un projet inabouti. C'est précisément sur ce point que les avis peuvent diverger avec nos partenaires allemands. Nous croyons que cette solidarité est nécessaire. Nous croyons que plus nous irons vers le renforcement de la compétitivité de chaque nation plus il sera nécessaire de renforcer la solidarité européenne. C'est de cette manière que nous progresserons sur la zone euro.

Nous avons attendu trop longtemps pour réaliser de telles avancées, elles doivent se traduire dès maintenant par des actes. Elles seront les seules à même de faire de la zone euro une puissance économique souveraine. Il est temps de décider sur le *backstop*, l'union bancaire, l'union des marchés de capitaux et le budget de la zone euro.

Cette souveraineté économique pour laquelle nous nous battons doit s'accompagner d'une souveraineté commerciale.

Nous ne pouvons plus accepter d'être soumis aux décisions américaines et chinoises en termes de politique commerciale. Nous pouvons être fiers d'avoir répondu de manière unie face aux taxes américaines injustes sur l'acier et l'aluminium. Nous pouvons être fiers d'avoir réagi face aux sanctions extraterritoriales américaines imposées à l'Iran en proposant un instrument de souveraineté financière : le SPV.

Derrière cet instrument, il y a la liberté pour les pays européens de faire du commerce où ils le veulent, quand ils le veulent avec l'État qu'ils souhaitent, tant que ce dernier respecte les règles internationales. Nous avons la même ambition pour le SPV que pour le mécanisme européen de stabilité. Nous voulons, à terme, en faire un outil européen indépendant pour que tous les États soient libres de commercer. Nous partageons cette même volonté avec l'Allemagne, elle ne fera que renforcer la puissance économique de la zone euro.

Enfin, nous devons partager une politique d'innovation commune. L'Europe doit affirmer sa souveraineté technologique face aux puissances américaines et chinoises. Nous ne pouvons agir seuls, les uns contre les autres, dans la course à l'innovation.

Nous devons d'abord investir ensemble. Les États-Unis et la Chine consacrent des moyens absolument considérables pour la recherche et l'innovation dans les technologies de rupture, comme l'intelligence artificielle, le stockage d'énergie renouvelable ou l'informatique quantique. Nous avons mis en place en France un fonds pour l'industrie et l'innovation, doté de dix milliards d'euros, avec 2,5 à 3 milliards d'euros de rendement régulier

sur dix ans. Nous devons faire de ce fonds français la première pierre d'un fonds européen pour financer ces technologies qui feront la croissance de demain.

Nous devons également nous protéger ensemble. Les États-Unis ont parfaitement compris l'importance de la protection de leurs innovations technologiques en créant un comité pour l'investissement étranger. Nous devons adopter au plus vite le règlement européen sur les investissements étrangers. C'est un prérequis pour pouvoir investir ensemble, avec l'Allemagne et nos partenaires européens, dans les innovations de rupture sans risquer un pillage technologique.

La France et l'Allemagne seront les premiers responsables si nous n'arrivons pas à être à la hauteur de ce défi technologique contemporain. Si nous n'arrivons pas à gagner la bataille technologique, ce n'est pas la croissance et l'emploi que nous abandonons, c'est notre souveraineté, notre capacité à nous défendre, notre capacité à garantir la santé de nos concitoyens européens.

Si la France et l'Allemagne ne font pas le choix d'une intégration économique plus forte de la zone euro, personne ne le fera à leur place. Notre histoire et nos valeurs nous lient, et quand bien même nous avons des divergences d'opinion ou de pratiques institutionnelles, nous sommes responsables de l'avenir de l'union économique et monétaire, nous sommes responsables de l'avenir de la construction européenne, avec l'ensemble des autres États membres de l'Union européenne.

Bruno LE MAIRE

Ministre de l'Économie et des Finances

16 novembre 2018